

16 Provinces

Ogooué-Lolo/Département de la Lolo-Bouenguidi/Canton Lolo-Wagna/Conflit homme-faune

Les populations s'en remettent aux autorités

C-M. M.
Koula-Moutou/Gabon

DE nombreuses plantations, dans le canton Lolo-Wagna (département de la Lolo-Bouenguidi), ont été dévastées ces derniers jours par les éléphants. Des champs de manioc aux bananeraies, rien n'a été épargné lors du passage des pachydermes. Face à cette situation qui les préoccupe et pour laquelle ils sont donnés perdants, du fait notamment de la protection dont jouissent les éléphants, une délégation des sinistrés s'est rendue, dernièrement, à Koula-Moutou, chef-lieu de la province de l'Ogooué-Lolo, pour y rencontrer la première autorité administra-



Photo : C-M.M

Après avoir interpellé l'autorité provinciale, ...

tive, le gouverneur, Félix Béfene Bibang, afin de s'en plaindre et trouver, éventuellement, une solution à ce problème. Ce d'autant plus que les éléphants détruisent non seulement les cultures destinées à la

consommation courante des populations, mais aussi à la vente sur le marché local. Une activité qui constitue d'ailleurs leur principale source de revenus pour subvenir à leurs besoins quotidiens, et pré-



Photo : C-M.M

... les populations sinistrées ont été invitées à se faire recenser.

parer la rentrée scolaire de leurs enfants. « *Tout ce que nous avons planté a été saccagé par les éléphants. Comment allons-nous vivre maintenant ? Qui va payer les dégâts causés par les éléphants dans nos planta-*

tions ? », s'est interrogé un sinistré en colère. Mais le gouverneur de la province qui compatit à leur douleur de voir leurs efforts ainsi réduits à néant, a mis en place une commission pour lister tous les sinistrés,

en précisant l'étendue des dégâts subis par chaque plantation saccagée. Le rapport dudit recensement sera envoyé aux autorités gouvernementales, de sorte à prendre une décision en faveur des planteurs. Le conflit homme-faune pose à la fois un problème sécuritaire et économique au détriment des populations rurales. Les éléphants sortent de plus en plus de leur milieu naturel, saccagent tout sur leur passage et menacent même, dans certaines localités, de s'en prendre aux habitants. Que faire alors ? La question reste entière et interpelle sérieusement le gouvernement sur la possibilité de protéger à la fois les populations rurales et les espèces animales menacées d'extinction.

Haut-Ogooué/Département de la Lekedi/Bakoumba/Économie forestière

Les populations sensibilisées à l'impact environnemental

C-M. M.
Bakoumba/Gabon

LES populations du département de la Lékédi ont dernièrement été sensibilisées à l'impact environnemental. La mission, conduite par le directeur provincial des Eaux et forêts du Haut-Ogooué, Serge Morel Manembe, entrait dans le cadre de la politique de gestion des forêts au niveau de la Lekedi.

Entre l'exploitation forestière artisanale ou industrielle et la présence du parc de la Lekedi où vivent des espèces protégées, il était tout indiqué pour les responsables de l'administration forestière d'édifier les populations sur la nécessité d'un équilibre entre l'exploitation de cette forêt et la protection des animaux pour la préservation des ressources naturelles qui participent à la vie des humains.

En ce qui concerne les re-



Photo : C-M.M

Quelques habitants de Bakoumba pendant la sensibilisation.

tombées de l'exploitation forestière auprès des populations, Serge Morel Manembe a rappelé les textes réglementaires en la matière. Ceux-ci prévoient une redistribution des recettes issues de la vente du bois sous forme de projets communautaires préalablement identifiés par les bénéficiaires, notamment les populations villageoises. Mais pour cela, a-t-il indiqué, ces populations doivent mettre en place un comité de suivi du cahier

des charges. Le comité aura pour mission de s'assurer que les projets qui y sont inscrits par ordre d'importance seront réalisés par les sociétés forestières ayant des permis d'exploitation dans le département de la Lekedi. Une volonté du chef de l'Etat de faire en sorte que les populations locales tirent profit de l'économie forestière dans leur environnement immédiat, par le truchement d'une politique de développement communautaire.

Nyanga/Département de Mougoutsi/Tchibanga/Vie des partis/PDG/Mesures d'assainissement

Les secrétaires départementaux et communaux édifiés



Photo : Mihindou-Mihindou

Les membres du conseil national, dont Herménégile Boussa-Bussambe (centre de la table).



Photo : Mihindou-Mihindou

Le secrétaire provincial, Jean-François Koumba Mabicka, souhaitant la bienvenue à la délégation.



Photo : Mihindou-Mihindou

Les secrétaires départementaux et communaux devront à leur tour relayer l'information auprès de la base.

MIHINDOU MIHINDOU
Tchibanga/Gabon

UNE délégation des membres du conseil national du Parti démocratique gabonais (PDG), conduite par Herménégile Boussa-Bussambe, a édifié, il y a quelques jours, à la Maison du parti de Tchibanga, les secrétaires départementaux

et communaux de la province de la Nyanga, sur les mesures d'assainissement des finances publiques décidées par le gouvernement. Après le mot de bienvenue de Jean-François Koumba, secrétaire provincial, le chef de la délégation mandatée par le secrétariat exécutif du PDG, Herménégile Boussa-Bussambe, a non seulement rappelé, mais aussi expliqué

les mesures à forte portée sociale initiées par les sphères dirigeantes du pays. En effet, a-t-il indiqué, dans le cadre du rétablissement de l'équilibre des finances publiques, plusieurs points tels que la suppression des voyages en classe affaire des fonctionnaires, l'interdiction d'acquérir des véhicules de plus de 30 millions de francs, la réduction des ef-

fectifs au sein des départements ministériels, l'interdiction des recrutements de la main d'œuvre non-permanente, le gel des recrutements, des concours, des mises en stage, des titularisations, etc., ont été suffisamment expliqués à la base. De même que ce qui fâche actuellement de nombreux Gabonais, c'est-à-dire la mise sous bons de caisse des

agents publics, a été au centre de ces échanges à caractère pédagogique. Le but étant de permettre aux secrétaires départementaux et communaux d'avoir accès à la bonne information, afin de la relayer à leur tour auprès des autres organes de proximité du parti. Toutes ces mesures, a-t-on fait savoir, visent à réaliser des économies pour ensuite

orienter l'investissement dans les domaines à fort impact social tels que la santé, l'emploi, l'éducation, le logement, les infrastructures et le cadre de vie. Les responsables départementaux et communaux ont tous salué le courage du chef de l'Exécutif qui affiche ainsi sa volonté d'améliorer les conditions de vie des populations.